

Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 14/06/2018 au 20/06/2018

Mexique

2016 – PIB : 1046 Mds USD | Pop : 127 M hbts

Relations Mexique/Etats-Unis

Un accord relatif à l'ALENA pourrait être annoncé dans les prochaines semaines a déclaré Mike Pompeo, Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, lors du Detroit Economic Club. Le Secrétaire du Commerce, Wilbur Ross a par ailleurs annoncé que les tarifs douaniers sur les importations d'acier et d'aluminium importés depuis le Mexique et le Canada pourraient être supprimés si les négociations menaient à un nouvel accord. Le Secrétaire à l'Agriculture, Sonny Perdue, a, quant à lui, signalé qu'il serait plus intéressant de conclure, dans un premier temps, un accord avec le Mexique avant de matérialiser un consensus avec le Canada. José Luis de la Cruz, président de la Commission d'Etudes Economiques de la Concamin, a toutefois fait savoir que si un tel scénario se réalisait, le Mexique romprait son accord tacite avec le Canada de ne pas céder aux pressions des Etats-Unis, ce qui en fait, selon lui, un scénario peu probable.

Economie

La Banque Centrale du Mexique (Banxico) a annoncé une augmentation de son taux directeur de 25 pdb qui passe à 7,75%, son niveau le plus haut depuis janvier 2009. La Banque Centrale explique sa décision en raison de tensions cycliques générées par le processus électoral, les incertitudes liées aux renégociations de l'ALENA et la récente augmentation du taux directeur de la Fed qui est passé de 1,75 à 2,0% le 13 juin dernier et qui a contribué à renforcer la devise étasunienne. Par ailleurs, Banxico évoque une augmentation de l'aversion au risque au niveau mondial en raison des différentes tensions commerciales (guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine notamment). Cette augmentation est conforme aux prévisions de la plupart des analystes. A titre d'exemple, 86% des analystes consultés par Citibanamex avaient anticipé cette hausse. Les analystes de Barclays ont toutefois souligné que malgré les pressions inflationnistes ayant entraîné cette évolution, l'inflation devrait rester proche des 4 % pour les deux prochaines années.

Malgré les incertitudes liées aux élections présidentielles à venir, la Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (Cepal) se montre confiante quant à la robustesse économique du Mexique. L'organisme prévoit une croissance de 2,3% pour 2018 et de 2,5% pour 2019. La Cepal estime que, quel que soit le résultat des élections, le pays continuerait à être attractif pour les investisseurs étrangers. Elle conseille toutefois au Mexique de mener une stratégie de diversification de ses exportations afin de réduire sa dépendance aux Etats-Unis.

Sur les 4 premiers mois de l'année les exportations agroalimentaires ont enregistré une croissance interannuelle de 12,23% pour atteindre une valeur de 12,4 Mds USD. Les exportations agroalimentaires constituent le troisième poste d'exportations du Mexique, après l'industrie manufacturière et l'automobile. Au cours de cette période, la bière a constitué le produit le plus exporté pour un montant de 1,41 Md USD (+22,4 % g.a.), suivie par la tomate (942 MUSD ; +32,7 % g.a.) et l'avocat (+10,7% g.a.). Selon le rapport mensuel de l'*Agricultural Market Consultants Group* (GCMA), les importations cumulées sur la même période ont représenté 8,5 Mds USD, soit une augmentation 4,3% (g.a.).

Près des deux tiers des femmes mexicaines actives travaillent dans l'informalité et sont peu rémunérées (OCDE). Le Mexique fait partie des pays de l'OCDE avec les taux les plus élevés d'inégalité homme/femme au travail : puisque 60 % des femmes actives n'ont ni protection sociale, ni droits. L'OCDE indique également que moins de la moitié (47%) des femmes mexicaines en âge de travailler font partie de la population active, un taux bien inférieur à la moyenne de l'OCDE (67%) et soit 26,5 points de pourcentage de moins que celui des hommes mexicains. La maternité et le travail domestique non rémunéré sont les principaux facteurs à l'origine de cette inégalité. Néanmoins, les femmes occupent 51% des emplois du secteur public, même si les salaires y sont plus faibles que dans le secteur privé.

En avril, les salaires dans le secteur manufacturier ont augmenté de 11% par rapport à la même période de 2017. Les travailleurs dans le domaine du transport et de l'équipement sont ceux qui ont bénéficié de la plus forte hausse de leurs rémunérations (+17,28%). Au contraire, les employés dans le secteur de l'industrie des dérivés du pétrole et du charbon ont souffert d'une baisse de leurs salaires.

*Taux de change au 20 juin 2018 : 1 USD = 20,39 MXN

Finances publiques

Sous le sextennat du Président mexicain Enrique Peña Nieto a, pour l'instant, un excédent de recettes (différence entre les recettes obtenues et les recettes estimées) de 1 900 Mds de pesos (93 Mds USD*) a été perçu. Cette somme représente 46% du total des excédents des recettes des trois dernières administrations. Les années 2016 et 2017 ont été les meilleures du mandat en termes de recettes budgétaires excédentaires, approchant respectivement 3,9% (soit 690,9 Mds MXN – 34 Mds USD*) et 3,3% du PIB (soit 586,7 MDS MXN – 29 Mds USD*). Selon l'institut Belisario Domínguez (IBD), la majeure partie de ces recettes excédentaires est due aux exportations de pétrole plus élevées que prévues. Cependant, Maritza Rosales, chercheuse à l'IBD, déclare que cet excédent ne s'est pas traduit pas une baisse du déficit public et de la dette ou une par augmentation de l'épargne publique.

Le Centre d'Études Economiques du Secteur Privé (CEESP) estime que les dépenses du secteur public devraient atteindre 5,5 milliards de pesos (270 MUSD*) en 2019. Seul 20% du montant total peut encore être modifié, le reste correspond à des dépenses déjà engagées : service de la dette, participations aux entités fédérales, aux fonds de pension, etc. C'est pourquoi, le CEESP s'interroge sur la capacité de ce budget restant à couvrir les programmes de chacun des candidats aux élections présidentielles.

Entreprises et grands contrats

La Fédération Mexicaine de l'Industrie Aérospatiale (Femia), en collaboration avec TechBa, un incubateur d'entreprises, cherche à développer les activités de fournisseurs dans le secteur de l'aérospatial dans des Etats non spécialisés dans l'aéronautique, mais avec des procédés de fabrication avancés, tels que Aguascalientes et Guanajuato. Il y a actuellement une demande de certains assembleurs commerciaux, ce qui signifie que Femia doit augmenter sa production et, par conséquent, multiplier les fournisseurs pour répondre à leurs programmes de production déclare Xavier Hurtado, directeur de Femia.

Entre 2016 et 2017, la concentration sur le marché du gaz de pétrole liquéfié en 5 groupes économiques est passé de 48% à 53% a indiqué la commission fédérale de compétence économique (Cofece). Elle indique également que Pemex doit partager ses infrastructures afin de rendre possible l'entrée de nouveaux opérateurs sur le marché, ce qui pourrait influencer sur le prix du combustible. D'autant plus que la commission a remarqué une sous-utilisation des systèmes de pipelines (aussi bien dans le transport que dans le stockage) par Pemex. La Cofece a donc demandé à la Commission Régulatrice de l'Energie (CRE) d'imposer des sanctions.

Le service de téléphonie large-bande connaît une croissance annuelle de 80 % entre 2010 et 2017 (passant de 1,4 millions d'utilisateurs à 82,2 millions), selon l'Institut Fédéral des Télécommunications (IFT). En un peu plus de sept ans, les connexions ont été multipliées par plus de 58. En 2010, Telcel détenait une part de marché de près de 89% du total des lignes, Iusacell-Unefon 5% et Telefónica un peu plus de 6%. En décembre 2017, la part de Telcel était inférieure à 70 %, celle d'AT&T était de près de 15 %, celle de Telefónica était supérieure à 13 % et les opérateurs de téléphonie mobile virtuelle atteignaient près de 2 % du marché.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau au 20/06/2018
Bourse (IPC)	-0,003%	-4,64%	46 759,41
Risque pays (EMBI+Mx)	-4,83%	+8,50%	217
Taux de change USD/Peso	-1,16%	+12,5%	20,39
Taux de change Euro/Peso	-2,80%	+16,7%	23,58
Prix du baril de pétrole (USD)	+0,87%	+65,1%	64,73

*Taux de change au 20 juin 2018 : 1 USD = 20,39 MXN

L'Union Européenne soutient la lutte contre le changement climatique en Amérique Centrale dans le cadre de la coopération avec le Système d'Intégration Economique d'Amérique centrale (SICA), en contribuant financièrement à hauteur de 23,2 MUSD. Le programme Fond Vert pour le climat, également appuyé par la BCIE et la coopération allemande (GIZ – qui gèrera les fonds main dans la main avec la Commission Centraméricaine pour l'environnement), représentera 94,1 MUSD sur la zone et appuiera la lutte transversale contre le changement climatique.

Guatemala

2016 – PIB : 68,8 Mds USD | Pop : 16,3 M hbts

L'agence de notation Moody's a maintenu la note souveraine du Guatemala à Ba1 avec perspectives stables. Cette qualification est le résultat d'une longue trajectoire de politiques fiscales et monétaires prudemment exécutées et qui ont démontré une grande résilience économique aux chocs internes et externes.

Le 3 juin dernier, le volcan guatémaltèque "Fuego" a fait éruption en provoquant un bilan humain et économique qui représente déjà, selon les estimations du Ministère des Finances, l'équivalent de 0,5% du PIB. La gestion des investissements post-tragédie devrait atteindre un coût minimal de 50 à 80 MUSD, dont 26 MUSD financés par le « Fonds d'urgences et calamités publiques » et 8 MUSD par les ministères concernés par la catastrophe. L'aide internationale en provenance de plusieurs pays permet de faire face à l'urgence dans l'immédiat. Une stratégie financière pour répondre aux risques naturels va être mise en place par le Ministère des Finances avec l'appui de la Banque Mondiale.

Présentation de l'initiative de loi 5431 : loi générale de l'infrastructure routière organisée par le Congrès de la République, le Ministère de l'Économie, la Banque Mondiale, l'USAID, l'Institut Républicain International et la Fondation pour le Développement (FUNDESA). Ce projet de loi propose la création d'une autorité autonome pour le suivi des projets d'infrastructure routière et la concession de contrats à travers des partenariats public-privé. Depuis 2013, le Guatemala n'a pas réalisé de nouveaux projets routiers. Au niveau centraméricain, le pays occupe le dernier rang avec 1,01 mètre de route par habitant contre 8,71 mètres pour le Costa Rica, 3,93 au Panama, 3,92 au Nicaragua, 2,39 au Salvador et 1,6 au Honduras.

La 19^{ème} édition du salon Intcomexpo, spécialisé dans le digital et la technologie, a eu lieu le 31 mai dernier : l'évènement a réuni une quarantaine d'entreprises et startups locales et 1500 visiteurs. D'après les spécialistes du secteur, le Guatemala serait en pleine révolution technologique avec une hausse de la consommation d'appareils électroniques, de sécurité en ligne ou encore d'applications interactives.

Honduras

2016 – PIB : 21,5 Mds USD | Pop : 8 M hbts

L'activité économique du Honduras a augmenté de 4% (g.a.) en avril 2018 (Banque Centrale). Ce résultat est principalement dû aux activités d'intermédiation financière (+5,2% g.a.), d'assurances et de fonds de pension (+11,5% g.a.) et à l'industrie manufacturière.

Les exportations de produits agricoles honduriens ont augmenté au premier semestre 2018 au Honduras, d'après le Banque Centrale du Honduras (BCH). Le café, la banane, l'huile de palme, les crevettes, le sucre et le melon ont été les produits les plus vendus. A titre d'exemple, le Honduras est le 5^{ème} exportateur mondial de café, le 2^{ème} d'Amérique Latine et le 1^{er} d'Amérique centrale. Il exporte 55 M€ de café vers la France. De manière globale, les Etats-Unis, le Salvador, l'Allemagne, les Pays-Bas, le Guatemala, le Nicaragua, le Costa Rica et la Belgique figurent aussi parmi les acheteurs principaux de produits honduriens. L'étude *Perspectives du commerce international d'Amérique Latine et Caraïbes* (CEPAL) positionne le Honduras comme le pays dont la progression des exportations est la plus importante de la région (+29,6%) devant l'Uruguay (+23,8%), le Nicaragua (+23,5%), le Brésil (18%) et la Colombie (16,5%).

L'entreprise colombienne Grupo Argos, vient de lancer une filiale de l'entreprise Celsia au Honduras, spécialisée dans l'énergie renouvelable. Les investissements à venir en énergie hydroélectrique, thermique et éolienne, tous pays confondus (Colombie, Panama, Costa Rica et Honduras inclus), sont évalués à 700 Mds USD pour répondre à la demande d'un million de clients au total sur le continent. Le conglomérat Grupo Argos, spécialisé en matériaux de construction et ciment en Colombie, fait partie des « multilatins » dont la présence est croissante en Amérique Centrale.

*Taux de change au 20 juin 2018 : 1 USD = 20,39 MXN

L'activité économique du Nicaragua a ralenti : +1,6% (g.a.) en avril 2018 contre 2,9% (g.a.) en avril 2017. Les secteurs ayant enregistré la plus forte croissance économique sont : l'industrie manufacturière (+8,7% g.a.), l'intermédiation financière (+5,7% g.a.), le transport et les communications (+5,6% g.a.) et l'exploitation minière (+5,6% g.a.).

Les protestations actuelles et blocages routiers se convertissent en crise humanitaire : 6000 conducteurs routiers centraméricains se voient obligés de rester sur les routes, depuis plus de quinze jours pour certains. Les populations locales aident les chauffeurs en les approvisionnant en vivres et en eau. La situation pourrait s'avérer dangereuse pour ces chauffeurs bloqués et pourrait entraîner des complications pour leurs familles (3000 d'entre eux sont guatémaltèques). Au total, 70 routes sont actuellement bloquées au Nicaragua.

Au 1^{er} trimestre 2018, la croissance du PIB a ralenti à 4,2%(g.a.), contre 6,1% au 1^{er} trimestre 2017. Les activités de transport, de stockage et de communication enregistrent une croissance de 5,2%, en raison de l'augmentation des opérations du Canal de Panama (+5%), du transport par voie aérienne (+13,3%) et des télécommunications (+4,2%). La construction affiche une croissance de 4,9%. Bien qu'affecté par la diminution des mises en chantier d'immeubles résidentiels et non résidentiels, le secteur a été porté par l'impulsion des travaux d'infrastructure publics et privés. Par ailleurs, le commerce a crû de 3,8%, soutenu par les bonnes performances de la Zone Franche de Colon dont l'activité a progressé de 9,8%. Enfin, le gouvernement prévoit une reprise de l'activité au second semestre, grâce un meilleur dynamisme de la consommation intérieure

Le Panama a officialisé l'échange automatique d'informations fiscales avec 33 juridictions. Il s'agit d'un important progrès en termes de transparence financière. Le pays adhère à l'engagement, pris il y a 2 ans, suite aux recommandations de l'OCDE, et est en accord avec le *Common Reporting Standard* (CRS), promu par le Forum Mondial sur la transparence et l'échange d'informations à des fins fiscales.

Six entreprises montrent un intérêt pour la construction de l'Hôpital del Niño, estimée à 281 MUSD. Les entreprises intéressées par l'acte de pré-qualification sont le Consortium Hospital del Niño (Portugal), le Consortium FCC Americas del Niño (Espagne), Posco Consortium - Samsung (Corée), China Cams Engineering (Chine), le Consortium hospitalier ChQC Panamá (Chine) et Acciona Construcción, (Espagne).

Les transferts de fonds (*remesas*) reçues par Le Salvador entre les mois de janvier et de mai 2018 ont enregistré une augmentation interannuelle de 9% pour atteindre 2,3 Mds USD (Banque Centrale). La très grande majorité de ces *remesas* provient des Etats-Unis (93,4%), suivis par l'Union Européenne (0,9%) et le Canada (0,9%).

Walmart a investi près de 300 MUSD au Salvador depuis 2010 : le groupe dispose actuellement de 95 magasins dans le pays (97 d'ici la fin de l'année). Le groupe a investi 26 MUSD en 2018 afin de renforcer sa présence au Salvador, ventilé de la manière suivante : construction d'une nouvelle grande surface Walmart à Santa Elena (20 MUSD), construction d'un Maxi Despensa à Ahuachapan (4,2 MUSD) et réaménagement du Despensa de Don Juan Jardines de Merliot (1,6 MUSD).

Une nouvelle visite du FMI est prévue pour début juillet afin de négocier les termes et les conditions du contrat avec le gouvernement. Cette annonce a lieu après la visite à Washington d'une délégation barbadienne, accompagnée de la Première Ministre Mottley. Lors de cette visite, la délégation a pu expliquer ses besoins : la réparation des infrastructures, la protection des plus vulnérables et l'ajustement structurel (responsabilité budgétaire notamment). Mottley a expliqué que le soutien demandé par la Barbade au FMI serait un prêt à des taux d'intérêt négligeables (autour

*Taux de change au 20 juin 2018 : 1 USD = 20,39 MXN

de 1%) afin de permettre le renforcement des réserves internationales. De plus, un programme avec le FMI pourrait permettre de débloquer d'autres financements concessionnels internationaux. Enfin, le gouvernement s'est engagé à relancer la croissance économique, à préserver la qualité de vie des Barbadiens et à maintenir la valeur de la monnaie.

Haïti

2016 – PIB : 8 Mds USD | Pop : 10,8 M hbts

Haïti enregistre une hausse de ses recettes depuis 4 ans. Le Directeur de la Direction Générale des Impôts (DGI) a indiqué que les recettes étaient passées de 21,8 Mds de gourdes en 2014 à 36,4 Mds de gourdes en 2017 avec une progression annuelle moyenne de 28%. Pour 2018, les perspectives tablent sur plus de 40 Mds de gourdes de recettes.

Jamaïque

2016 – PIB : 14,03 Mds USD | Pop : 2,8 M hbts

Conclusions du FMI au titre de l'article IV : le FMI salue la performance économique de la Jamaïque qui se reflète dans la baisse du taux de chômage et de la pauvreté. Le ralentissement rapide des prix alimentaires et de l'électricité ont contribué à la baisse de l'inflation, sous la cible de la Banque centrale (4-6%), à partir de mars (3,9%), en avril (3,2%) et en mai (3,07%). Par ailleurs, fin mai, les réserves internationales brutes ont atteint 3,7 Mds USD, ce qui équivaut à 25 semaines d'importation. Dans le même temps le déficit courant a augmenté à 5,2% du PIB durant l'année budgétaire 2017/18, notamment en raison des importations de biens d'équipement et des prix du pétrole plus élevés. Cependant, les conditions météorologiques ont pesé sur la croissance, estimée à moins de 1%. Par ailleurs, la discipline budgétaire soutenue, démontrée par un excédent primaire du gouvernement central supérieur à la cible de 7% du PIB depuis 2013/14, (à 7,7% du PIB en 2017/18) a contribué à réduire la dette publique. Elle se situait à 104% du PIB, fin mars 2018, contre 145% 5 ans plus tôt.

République Dominicaine

2016 – PIB : 71 Mds USD | Pop : 10,6 M hbts

Durant les 5 premiers mois de l'année, 2,8 millions de touristes se sont rendus en République Dominicaine, soit 6% de plus que lors de la même période de l'année précédente.

Le tourisme, l'industrie, la mine et l'immobilier dominant l'investissement direct étranger de République Dominicaine. En effet, ces secteurs représentent 74,1% du total des IDE pour un montant de 14,7 Mds USD. Par ailleurs, les Etats-Unis, le Canada, l'Espagne et le Venezuela couvrent 48% des IDE avec 9,5 Mds USD.

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

*Taux de change au 20 juin 2018 : 1 USD = 20,39 MXN